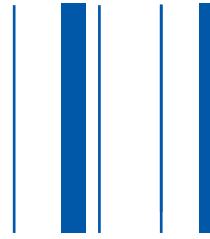




mission  
interministérielle  
pour la qualité  
des constructions  
publiques

*La qualité s'invente et se partage*



1<sup>er</sup>  
trimestre  
2021

numéro  
**7**



# Observatoire de la commande publique de maîtrise d'œuvre en bâtiment et aménagement

Note trimestrielle de conjoncture



Les données citées dans ce fascicule sont issues des publications du Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP).

*[www.boamp.fr](http://www.boamp.fr)*

## Observatoire de la commande publique de maîtrise d'œuvre en bâtiment et aménagement

### En résumé...

- Durant le trimestre le marché a prolongé et amplifié sa croissance en nombre par rapport au trimestre précédent, dépassant largement par ailleurs le niveau du trimestre de référence qu'est le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019. Le flux quotidien est passé de 6,55 opérations par jour pour le trimestre précédent à 9,19 opérations par jour pour le présent trimestre, et alors que ce flux était de 6,5 opérations par jour pour le 4<sup>ème</sup> trimestre de 2019. L'évolution du nombre des opérations par rapport à la moyenne mensuelle constatée au second semestre 2019 était de +3,3% au trimestre précédent ; elle passe ce trimestre à +41,7%. Effet de rattrapage, de reprise après les élections locales, plan de relance ... ?
- S'agissant de procédures de passation, la structure de la distribution entre les différentes modalités reste celle qui s'est dégagée avec la crise sanitaire en cours, comparativement à la même structure constatée antérieurement à la crise. Elle est marquée par une surreprésentation des MAPA (36,8% contre 33,7%) et appels d'offres (21,2% contre 18%), et une sous-représentation des procédures avec négociation (16,2% contre 18%) et des concours (22,5% contre 26,5%).
- S'agissant de types de marchés, la structure de la distribution entre les différentes modalités retrouve tendanciellement celle d'avant la crise sanitaire. Le marché « ordinaire » de maîtrise d'œuvre toujours très dominant, est passé de 83,4% au trimestre précédent à 81,4% à l'issue du présent trimestre, se rapprochant ainsi du niveau de 80,6% constaté au terme du dernier trimestre de 2019. On note par ailleurs que les marchés globaux (marchés de conception-réalisation, marchés globaux de performances et sectoriels) connaissent sur la période des niveaux élevés, en tout cas plus élevés que ceux du trimestre de référence de fin 2019 (6,7% vs 5,4% pour les marchés de conception-réalisation). Le phénomène, vraisemblablement lié à l'encouragement gouvernemental à opter pour ce type de marchés dans le cadre de la mise œuvre du volet immobilier du Plan de Relance, ne touche pas que les plus « grosses opérations », puisqu'on constate une évolution du recours aux marchés globaux dans l'administration des marchés passés selon une « procédure adaptée ». Ceux qui aboutissaient à un marché global représentaient 4% des opérations fin 2019 ; ils représentent 5,25% des occurrences constatées pour le présent trimestre.
- S'agissant de la distribution des opérations selon le type de maître d'ouvrage à leur initiative, on continue à enregistrer un dynamisme particulier des opérateurs du bloc local, du logement social et des services de l'État et de ses établissements publics amorcé en fin d'année dernière. Pour les services de l'État et de ses établissements publics en particulier, ils rassemblent dans la séquence près de 15% du flux d'opérations constaté quant au dernier trimestre 2019 ils n'en formaient qu'à peine plus de 12%. Le mouvement local est lié à l'évidence à la mise en œuvre des nouveaux programmes municipaux, mais une partie des initiatives locales et nationales est vraisemblablement liée par ailleurs à l'affectation des nouveaux crédits du Plan de Relance. Les collectivités départementales et régionales en revanche semblent plus « discrètes » durant ce trimestre, qui marque sans doute une entrée dans la phase de renouvellement électoral de ces assemblées, prévu en juin prochain. Les établissements publics de santé, tournés vers la gestion de la crise sanitaire en cours et soumis au rythme du volet investissement du « Ségur de la santé » et de ses lourdes évolutions de structure, restent en retrait durant le trimestre : 3,5% du flux vs 5,4% fin 2019, au même niveau qu'à l'issue du trimestre précédent. Mais ces derniers constats restent cependant à relativiser, en les référant au contexte global particulièrement actif de ce début d'année. Départements, régions et établissements publics de santé ont aussi contribué à la progression d'activité, mais dans une moindre mesure que les autres opérateurs.

- En matière de distribution selon les secteurs d'activités, la structure prolonge la situation décrite précédemment. La part singulière prise par les investissements nationaux et locaux conduit à une distorsion de représentation en faveur d'opérations touchant notamment des bâtiments tertiaires (9,6% vs 8% fin 2019), des bâtiments dédiés à la sécurité (5,1% vs 3,2%), des espaces publics (14,8% vs 11,2%), des ouvrages de mobilité (5,5% vs 3,5%) et des locaux d'habitation (9,3% vs 6,5%). La « discrétion » relative des collectivités départementales et régionales ou des établissements publics de santé conduit elle à une distorsion en défaveur des locaux d'enseignement (21,2% vs 25,6%) ou bien-sûr de l'immobilier dédié aux structures médico-sociales et de santé (5,3% vs 7%).
- S'agissant des volumes financiers unitaires de travaux liés aux opérations, la valeur moyenne générale connaît durant le trimestre un redressement à 6 217 180€ (5 814 110€ au trimestre précédent), à hauteur de la valeur de 6 240 697 qui était la sienne au début 2020 (deux premiers mois) avant l'imposition des rigueurs de la crise sanitaire. De ce point de vue, le cycle lié à la crise sanitaire semble donc s'être achevé fin 2020.
- La commande publique du trimestre correspond à une production théorique de travaux de 1 713 869 286 € par mois, qui se situe bien au-dessus de la production théorique mensuelle constatée à la fin du trimestre précédent (1 168 636 110€), dans une progression supérieure à 46%, et au-dessus de la production théorique mensuelle de référence (deux premiers mois de 2020 : 1 273 102 188 €), dans une progression supérieure à 34%. De ce point de vue, un nouveau cycle caractérisé par une activité tout à fait élevée semble suivre le cycle lié à la crise sanitaire.
- L'observation des éléments financiers attachés aux vingt plus grosses opérations vient nuancer le propos. La valeur moyenne des travaux de celles-ci retrouve certes le niveau d'avant crise sanitaire, à 42 351 317€ contre 43 000 000€, et excède notablement celle du trimestre précédent (11 747 075€). Mais on ne relève pas de singularité dans ce corpus particulier, i.e. de très grosses opérations d'un montant largement supérieur à 100 millions d'euros par exemple, susceptibles d'agir pour le secteur d'activités comme des « locomotives » de création d'emploi de long terme, d'enseignements d'attractivité pour l'investissement immobilier ou de laboratoires médiatisés d'innovation.
- S'agissant de distribution régionale de l'activité, les Hauts de France, la Normandie et la région Sud (PACA) confirment une présence accrue sur la « scène nationale » comparativement à la situation de 2019. Ces trois régions sont restées « particulièrement » dynamiques durant la période de crise sanitaire ; elles le demeurent en sortie de crise. En symétrique, les régions Bretagne et Pays de la Loire confirment à ce moment un repli à cette même échelle, remarquable déjà au cours de l'année 2020. Oscillant entre renforcement de présence et affaiblissement de celle-ci au regard de la situation de référence et selon les points trimestriels, les autres régions ne sont pas caractérisées par une orientation aussi nette que les précédentes. Peut-on noter cependant que la région de Bourgogne Franche-Comté, et dans une moindre mesure celles d'Auvergne Rhône-Alpes et Centre Val de Loire semblent marquées par une tendance au « tassement » relatif et que Grand-Est, Ile de France, Nouvelle Aquitaine et Occitanie sont vraisemblablement quant à elles les régions métropolitaines les plus stables s'agissant de leur poids respectif dans l'activité nationale de commande publique de maîtrise d'œuvre.
- L'examen particulier des marchés de maîtrise d'œuvre et globaux supérieurs aux seuils européens concernant les opérations de construction de bâtiments neufs, c'est-à-dire les marchés qui composent le périmètre procédural concurrentiel dans lequel évolue le concours de maîtrise d'œuvre, révèle quant à lui quelques phénomènes de continuité et de discontinuité.

.../...

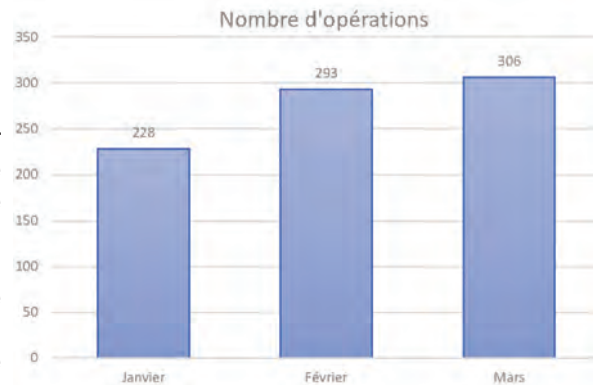
- Le premier phénomène de continuité est celui d'une relative stabilité en nombre des opérations constituant ce corpus. 178 opérations recensés pour le dernier trimestre de 2019 et 221 pour le présent premier trimestre de l'année. Le différentiel est certes de 24%, mais il est bien éloigné des près de 42% d'augmentation caractérisant l'évolution de l'ensemble des marchés. Le deuxième phénomène de stabilité est celui de la place occupée par la démarche de concours dans ce jeu concurrentiel, laquelle est installée et demeure à un niveau élevé supérieur à 70% des occurrences. La troisième forme de continuité concerne la correspondance entre les démarches de passation dans leur diversité et les montants prévisionnels moyens de travaux des opérations qu'elles initient. Pour faire image, et de manière équivalente fin 2019 et début 2021, on peut dire que les concours sont concentrés sur des opérations dont le montant prévisionnel moyen est environ la moitié du montant prévisionnel moyen des opérations conduites à partir de marchés négociés, lesquels présentent également un montant prévisionnel moyen équivalent lui aussi à environ la moitié du montant prévisionnel moyen des opérations conduites à partir de dialogues compétitifs. En matière de construction de bâtiments neufs manifestement, les opérateurs publics ont choisi leurs modalités d'action selon la taille des opérations.
- En matière de discontinuité, on pourra noter la chute considérable, voire l'effondrement, du recours à la procédure d'appel d'offre dans la passation des marchés globaux (marchés de conception-réalisation, globaux de performance et sectoriels). En effet, alors que cette procédure était mobilisée dans 61% de ces cas particuliers de marché au dernier trimestre de 2019, elle n'est plus choisie que dans 5,5% des cas au premier trimestre de 2021. En symétrique évidemment, les procédures de marché avec négociation et de dialogue compétitif prennent un poids considérable d'une période à l'autre dans l'administration des marchés globaux. S'agissant des montants prévisionnels moyens de travaux attachés aux opérations envisagées, l'outil montre une discontinuité, caractérisée par une baisse partagée de ces montants entre les deux périodes, quelle que soit le processus de passation retenu, et donc par une baisse du montant prévisionnel moyen de travaux attaché à la construction de bâtiments neufs faisant l'objet de marchés de maîtrise d'œuvre et globaux supérieurs aux seuils arrêtés par la Commission européenne. Déplacement du centre de gravité du secteur d'activité vers la réhabilitation ... ?

## Nombre d'opérations

827 opérations ont été relevées, représentant 137% du trimestre précédent, soit une moyenne de 9,19 opérations par jour, contre 6,55 opérations par jour en moyenne pour le trimestre précédent et 6,34 opérations par jour pour la période de référence que constitue le second trimestre de 2019.

La moyenne mensuelle des opérations est de 275,7 opérations contre 201 opérations par mois en moyenne pour le trimestre précédent et 194,5 opérations par mois en moyenne pour la période de référence que constitue le second trimestre de 2019. Le flux de commande de maîtrise

d'œuvre privée durant le premier trimestre 2021 a donc connu une progression mensuelle en nombre de 37,2% comparativement à la situation constatée pour le trimestre précédent et de 41,7% comparativement à la situation de référence du second trimestre 2019.



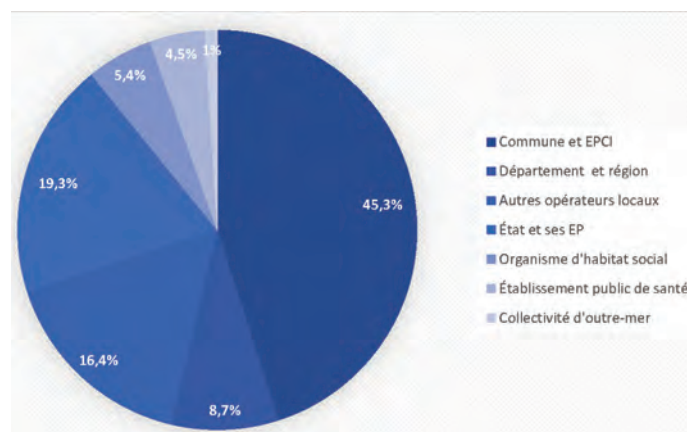
Répartitions des opérations :

- 228 en janvier, soit 27,6% des opérations du trimestre, soit 117,2% de la moyenne mensuelle du semestre de référence que constitue le second semestre de 2019 ;
- 293 en février, soit 35,4% des opérations du trimestre, soit 150,6% de la moyenne mensuelle du semestre de référence que constitue le second semestre de 2019 ;
- 306 en mars, soit 37% des opérations du trimestre, soit 157,3% de la moyenne mensuelle du semestre de référence que constitue le second semestre de 2019.

Ces dernières peuvent être analysées en fonction :

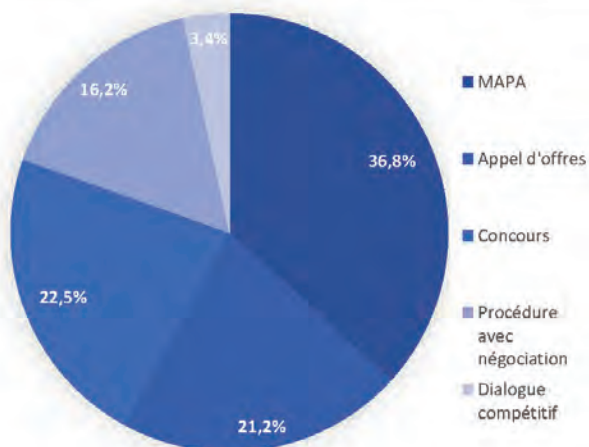
de la nature du maître d'ouvrage

Maître d'ouvrage	Nombre	Taux	Taux 4 <sup>e</sup> trimestre 2020	Taux 4 <sup>e</sup> trimestre 2019
Commune et EPCI	375	45,3%	48,3%	46,6%
Département Région	72	8,7%	11,3%	13,6%
Autres opérateurs locaux (SA, EPL...)	136	16,4%	16,1%	17,9%
État et ses EP	160	19,3%	14,9%	12,1%
Organisme d'habitat social	45	5,4%	5,6%	4,4%
Établissement public de santé	37	4,5%	3,5%	5,4%
Collectivités d'Outre-mer	2	<1%	<1%	<1%



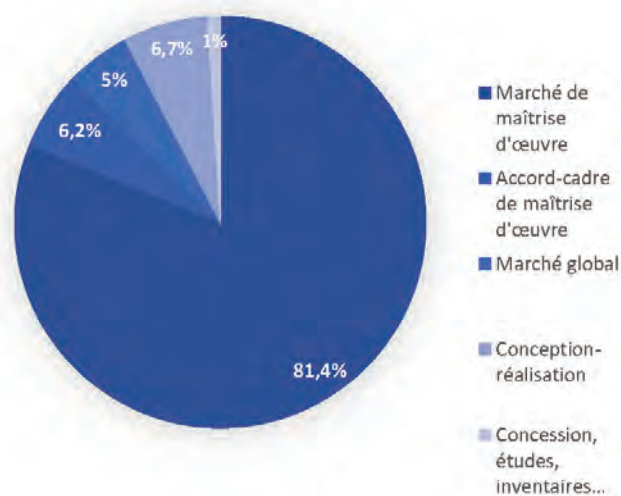
## du mode de passation

Procédure + technique d'achat	Nombre	Taux	N/mois 1 <sup>er</sup> trimestre 2021	Taux 4 <sup>e</sup> trimestre 2020	Taux 4 <sup>e</sup> trimestre 2019
Appel d'offres	175	21,2%	58,3	22,9%	18%
Procédure avec négociation	134	16,2%	44,7	14,9%	18%
Dialogue compétitif	28	3,4%	9,3	2,5%	3,6%
Concours	186	22,5%	62	22,7%	26,5%
MAPA	304	36,8%	101,3	36,8%	33,7%
N.C.	0	0%	0	<1%	<1%



## du type de marché

Type de marché	Nombre	Taux	T4 2019
Marché de maîtrise d'œuvre	673	81,4%	80,6%
Accord-cadre de maîtrise d'œuvre	51	6,2%	5%
Conception-réalisation	55	6,7%	5,4%
Marché global	41	5%	4,9%
Concession+études+inventaire	7	<1%	3%



## de leur secteur d'activité

Secteur d'activité	Nombre	Taux	Neuf	Réhab.	T4 2020	T4 2019
Tertiaire+divers+mixte+nc	106	12,8%	31	75	9,6%	8%
Commerce+éco+industrie+tourisme	40	4,8%	26	14	5,6%	6,5%
Culture	40	4,8%	11	29	4,3%	4,4%
Enseignement	168	20,3%	68	100	21,2%	25,6%
Environnement+esp.pub.+urba	110	13,3%	42	68	14,8%	11,2%
Funéraire	4	<1%	3	0	<1%	<1%
Logement	74	8,9%	28	46	9,3%	6,5%
Loisirs + sport	71	8,6%	44	27	8,3%	13,9%
Mobilité	20	2,4%	18	2	5,5%	3,5%
Patrimoine	42	5,1%	0	42	4,5%	4,2%
Santé + médico-social	56	6,8%	33	23	5,3%	7%
Sécurité	47	5,7%	26	21	5,1%	3,2%
Social + Socio-culturel	49	5,9%	31	18	6,3%	5,5%
<b>TOTAUX</b>			<b>43,5%</b>	<b>56,5%</b>		
Valeur moyenne des opérations de travaux HT	6 217 180 €		6 910 881 €	5 590 712 €		



## Les 20 plus grosses opérations : valeur moyenne de travaux HT de l'ordre de 42,4 M € contre 11,7 M € au trimestre précédent et contre 43 M € au quatrième trimestre 2019

Maître d'ouvrage	Nature de l'ouvrage	Type de procédure	N/R	Type de marché	Montant HT en M€
Commune de Cannes	Modernisation et sécurisation de la Croisette	Procédure avec négociation	R	Maîtrise d'œuvre	95 M€
SOLIDEO	Aménagement espaces publics ZAC	Procédure avec négociation	N	Maîtrise d'œuvre	83 M€
Ministère Justice Apij	Tribunal administratif et cour nationale du droit d'asile	Dialogue compétitif	R	Marché global	71,8 M€
Commune de Nice	Aménagement paysager et urbain	Concours	R	Maîtrise d'œuvre	63 M€
CH de Châlons-sur-Saône	Nouvel hôpital spécialisé	Dialogue compétitif	N	Maîtrise d'œuvre	58,6 M€
Université de Rennes 1	Renovation enveloppes de 7 bâtiments	Procédure avec négociation	R	Conception-réalisation	43,8 M€
Conseil départ <sup>al</sup> des Yvelines	Cité scolaire	Dialogue compétitif	N	Marché global	42,8 M€
Conseil régional PACA	Construction d'un gymnase	Concours	N	Maîtrise d'oeuvre	40,4 M€
Conseil départ <sup>al</sup> du Var	Rénovation de 7 collèges	Dialogue compétitif	R	Marché global	40,2 M€
SPL Oekomed	Centre de tri	Procédure avec négociation	N	Marché global	39,9 M€
Citalios	Démolition - reconstruction d'un collège	Procédure avec négociation	N	Marché global	32,6 M€
Conseil départ <sup>al</sup> de Mayotte	Constructuration d'une cité administrative	Concours	N	Maîtrise d'œuvre	32 M€
Urssaf PACA	Démolition - reconstruction du siège	Concours	N	Maîtrise d'œuvre	31,3 M€
M2a Habitat	Rénovation de 821 logements	Dialogue compétitif	R	Conception-réalisation	30,8 M€
Citalios	Démolition - reconstruction d'un collège	Procédure avec négociation	N	Marché global	29,3 M€
Ministère de la Justice APIJ	Cité administrative et judiciaire	Procédure avec négociation	N	Marché global	27 M€
Ministère de la Culture OPPIC	Réhabilitation bâtiment d'Oscar Niemeyer	Dialogue compétitif	R	Marché global	22 M€
Commune de Pantin	Centre de santé et plateforme autonomie	Dialogue compétitif	N	Conception-réalisation	22 M€
Théâtre national de la danse de Chaillot	Rénovation du théâtre	Procédure avec négociation	R	Conception-réalisation	21 M€
Conseil départ <sup>al</sup> de Guadeloupe	Cité administrative	Concours	N	Maîtrise d'oeuvre	20,5 M€

## La distribution territoriale : ses polarités

Région	Nombre de marchés T1 2021	Taux dans la région T1 2021	Taux dans la région T4 2020	Taux dans la région T4 2019	Taux T1 2021 - T4 2019
Auvergne-Rhône-Alpes	114	13,8%	11,8%	14,7%	-0,9%
Bourgogne-Franche-Comté	24	2,9%	4,8%	6,5%	-3,6%
Bretagne	25	3%	2,5%	7%	-4%
Corse	5	<1%	1,3%	<1%	NS
Centre-Val-de-Loire	25	3%	3,3%	3,5%	-0,5%
Grand-Est	81	9,8%	8,6%	9%	+0,8%
Guadeloupe	12	1,8%	<1%	<1%	NS
Guyane	6	<1%	<1%	<1%	NS
Hauts-de-France	73	8,8%	8,1%	4,9%	+3,9%
Île-de-France	132	16%	17,7%	17,3%	-1,3%
La Réunion	3	<1%	1%	1,3%	NS
Martinique	8	<1%	<1%	0%	NS
Mayotte	8	<1%	<1%	<1%	NS
Nouvelle-Aquitaine	67	8,1%	8,6%	7,3%	+0,8%
Nouvelle Calédonie	1	<1%	0%	0%	NS
Normandie	54	6,5%	5,50%	4,7%	+1,8%
Occitanie	75	9,1%	10,8%	9,5%	-0,4%
Provence-Alpes-Côtes d'Azur	69	8,3%	7,8%	7,3%	+1%
Pays-de-la-Loire	42	5,1%	5,5%	7%	-1,9%
Polynésie Française	0	0%	0%	0%	NS
Saint-Barthélemy	1	<1%	0%	0%	NS
Saint-Martin	1	<1%	<1%	<1%	NS
Terres australes...	0	0%	0%	<1%	NS
Étranger et France entière	1	<1%	0%	<1%	NS
<b>TOTAL</b>	<b>827</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	

## Opérations de construction de bâtiments neufs dont le montant prévisionnel du marché de maîtrise d'œuvre est supérieur aux seuils européens

T1 2021	Maîtrise d'œuvre	Moe %	Accord cadre Moe	AC Moe %	Concep. réalisa.	CR %	Marché global	MG %	Total	Total %	Montant moyen Travaux
Appel d'offres	9	5%	3	100%	1	5,55%	0	0%	13	5,88%	5,9 M€
Procédure avec négo.	10	5,56%	0	0%	12	66,67%	13	65%	35	15,84%	12,6 M€
Dialogue compét.	0	0%	0	0%	5	27,78%	7	35%	12	5,43%	20,6 M€
Concours	161	89,44%	0	0%	0	0%	0	0%	161	72,85%	5,4 M€
<b>TOTAL</b>	<b>180</b>	<b>100%</b>	<b>3</b>	<b>100%</b>	<b>18</b>	<b>100%</b>	<b>20</b>	<b>100%</b>	<b>221</b>	<b>100%</b>	<b>7,9 M€</b>

## Mêmes données pour le quatrième trimestre 2019, trimestre de référence

T1 2019	Maîtrise d'œuvre	Moe %	Accord cadre Moe	AC Moe %	Concep. réalisa.	CR %	Marché global	MG %	Total	Total %	Montant moyen Travaux
Appel d'offres	8	5,63%	0	0%	6	33,33%	5	27,7%	19	10,68%	10,7 M€
Procédure avec négo.	6	4,23%	0	0%	10	55,56%	7	38,89%	23	12,92%	17,1 M€
Dialogue compét.	0	0%	0	0%	2	11,11%	6	33,33%	8	4,49%	39,9 M€
Concours	128	90,14%	0	0%	0	0%	0	0%	128	71,91%	8 M€
<b>TOTAL</b>	<b>142</b>	<b>100%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>18</b>	<b>100%</b>	<b>18</b>	<b>100%</b>	<b>178</b>	<b>100%</b>	<b>11,4 M€</b>



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Grande Arche - Paroi Sud  
92055 La Défense Cedex  
Téléphone : 01 40 81 23 30  
[miqcp@developpement-durable.gouv.fr](mailto:miqcp@developpement-durable.gouv.fr)

[www.miqcp.gouv.fr](http://www.miqcp.gouv.fr)



*mission  
interministérielle  
pour la qualité  
des constructions  
publiques*